

Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

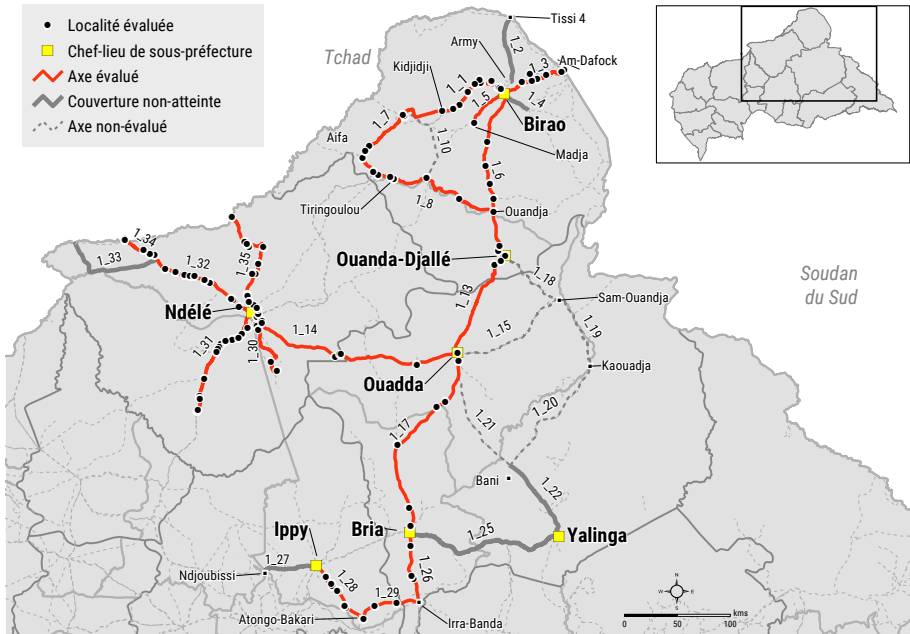
Décembre 2022

République centrafricaine | Nord-est

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :

- Localité évaluée
- Chef-lieu de sous-préfecture
- Axe évalué
- Couverture non-atteinte
- Axe non-évalué



Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 17 axes dans la macro-zone Nord-est durant le mois de décembre 2022. Les résultats sont présentés en termes des pourcentages des localités évaluées et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. La période de rappel pour les résultats est 30 jours avant la collecte, sauf indication contraire.

Couverture

Nombre total d'entretiens :	368
Localités évaluées :	125
Axes évalués :	23
Axes avec seuils min. atteints ¹ :	17

Type d'IC

Résidents dans la localité :	87,5%
Visiteurs récents dans la localité :	11,7%
Contact indirect avec la localité :	0,8%

DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

- 51% où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 11% où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 61% où la majorité d'enfants a accès à une école fonctionnelle
- 26% où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
- 97% où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
- 26% où la majorité des ménages a un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 34% où la majorité de la population utilise une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 23% où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

CONTEXTE

Depuis le coup d'état en 2013,² la République centrafricaine a été confrontée aux crises variées, notamment les cycles d'insécurité et des aléas naturels, spécifiquement les inondations et la sécheresse. Ces cycles ont réduit l'accès de la population aux services de base, entraînant un besoin pour l'assistance humanitaire. Cependant, ces cycles ont aussi créé des zones difficiles d'accès où la capacité des humanitaires d'apporter cette assistance est limitée. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

La zone nord-est est particulièrement impactée par les inondations et l'insécurité, qui ont limité l'accès aux nécessités de base.³ Spécifiquement, il y a eu des inondations dans les préfectures de Vakaga et de Bamingui-Bangoran, qui ont créé des nouvelles vagues des déplacements.⁴ Ces inondations ont dégradé les routes, limitant le transport de l'assistance humanitaire.⁵ De plus, l'insécurité, plutôt dans la préfecture de Haute Kotto, empêche les déplacements pour accéder aux services de base.⁶

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones : i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés. Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est¹ et sud-est².

MÉTHODOLOGIE :

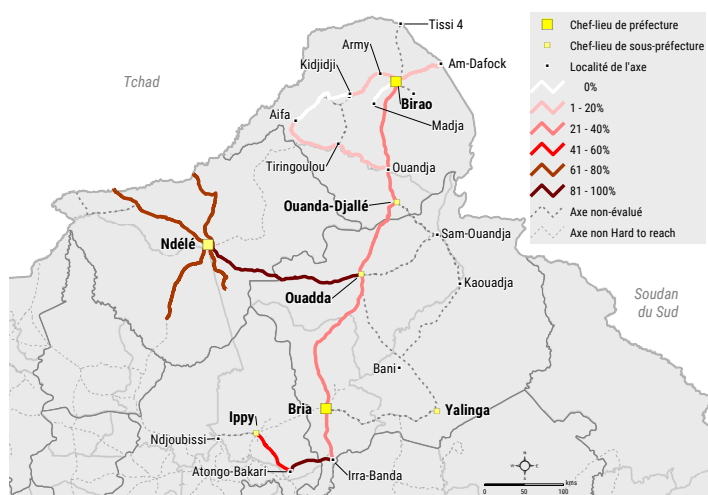
La méthodologie utilisée pour la collection des données est zone de connaissance. Elle consiste des entretiens avec des informateurs clés, comme les récemment déplacés et les humanitaires, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités renseignées. Pour plus d'information, merci de voir [la méthodologie sur page 7](#).



DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

L'insécurité semble être un facteur principal, motivant le déplacement des PDI. Malgré cela, la présence de retournés et rapatriés a été rapportée dans la majorité de localités évaluées (71%), concordant avec une augmentation des retournés dans la zone constatée par la matrice la plus récente de suivi de déplacements.⁸ Une explication possible est que l'insécurité est limitée aux certaines localités, plutôt celles qui n'ont pas été reprises par l'armée nationale.⁹ Dans la majorité de localités (66%), où la présence de retournés ou rapatriés a été rapportée, ils n'ont pas retrouvé leur habitation d'origine, principalement à cause de la destruction des habitations.

Présence rapportée de PDI : (en % de localités évaluées)



Parmi les **64** localités sur les axes évalués où la présence de PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **plus d'un an** pour **41%** des localités évaluées et comprise **entre 3 et 5 mois** pour **19%**.

Dans **12%** de localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**95** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

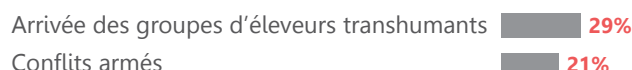
Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population :

(en % de localités évaluées)



Pour les **17** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient l'**arrivée de groupes d'éleveurs transhumants (63%)**, les **conflits armés (13%)** et des **umeurs (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc.) (13%)**.

Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 87 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)

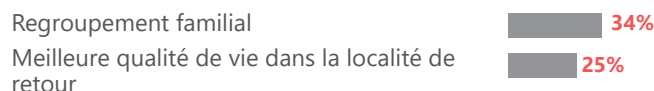


Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Dans le **66%** de localités où les retournés et / ou rapatriés n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations (78%** de localités évaluées).

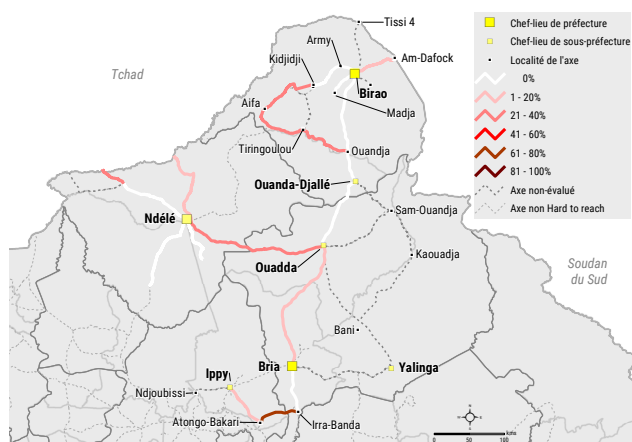
Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 106 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



PROTECTION

Selon l'information présentée par les informateurs clés, la situation sécuritaire semble d'améliorer. Un incident sécuritaire n'a pas été rapporté sur 8 de 17 axes évalués. L'amélioration de la situation sécuritaire, au moins dans certaines localités, pourrait être un des facteurs qui contribue aux bonnes relations entre la communauté locale et la communauté déplacée.

% de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)



Cas rapportés d'incidents impliquant la mort des civils et les dommages aux habitations : (en % de localités évaluées)

Incidents impliquant la mort des civils



Incidents causant des dommages aux maisons (pillages, incendies etc.)

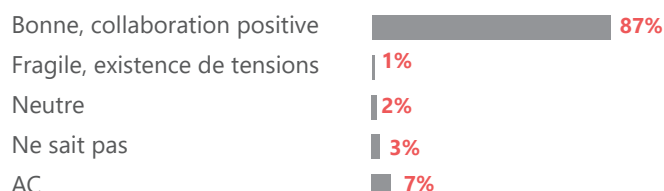


Type de risque le plus fréquemment rapporté : (en % de localités évaluées)

	Risque le plus rapporté	
Hommes	Travail forcé	18%
Femmes	Absence de soins	54%
Garçons	Travail forcé	22%
Filles	Mariage forcé	40%

Dans **26%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)¹¹ : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



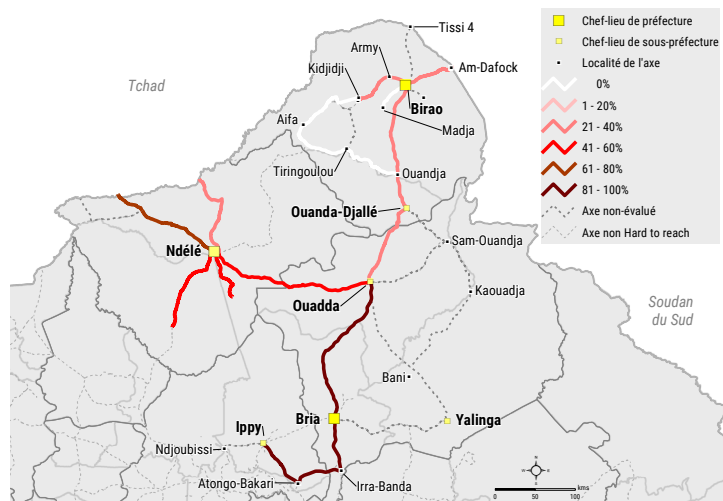


SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les résultats indiquent que les ménages n'ont pas les moyens physiques et économiques pour avoir accès régulier à la nourriture. La plupart des ménages dépendent de l'agriculture pour leur subsistance¹¹ et pour leur source de revenus principale, selon les informateurs clés. Donc, les difficultés rapportées pour pratiquer l'agriculture, comme le manque de semences, pourraient réduire leurs moyens physiques et économiques de se nourrir. De plus, les chocs rapportés impactant significativement le revenu aussi réduisent leurs moyens économiques pour supplémer leur production. Le type de choc le plus rapporté était sécuritaire. L'insécurité empêche aussi l'accès physique aux denrées alimentaires, spécifiquement en termes d'approvisionnement de marché et des déplacements de la population pour y accéder.

% de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture :

(selon les IC)



Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population :

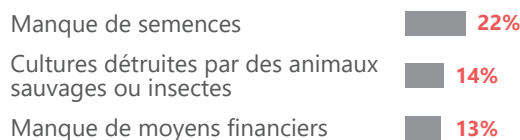
(en % de localités évaluées)



Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient **les chocs sécuritaires (15%)**, **les maladies des cultures (10%)**, **la hausse des prix des denrées alimentaires (7%)** et **le manque de semences ou d'intrants agricoles (7%)**.

Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

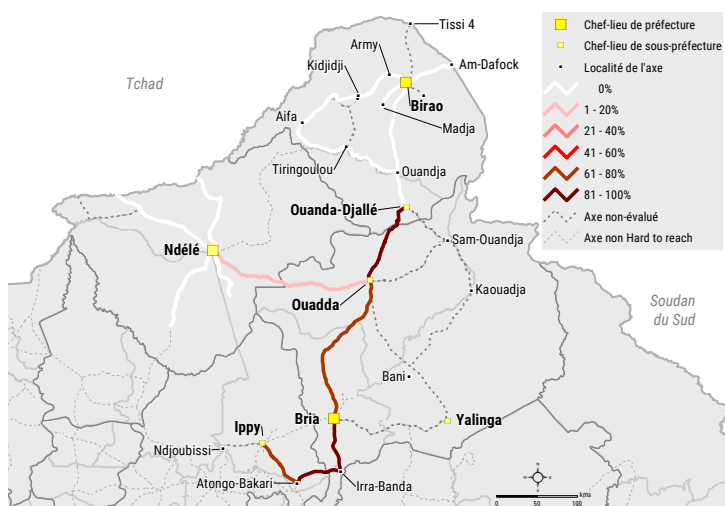


MOYENS DE SUBSISTANCE

Il semble que la majorité de la population n'a pas accès à un marché fonctionnel, principalement à cause des problèmes logistiques ou sécuritaires rapportés dans plus de la moitié des localités évaluées (51%). En outre, les problèmes rapportés dans la pratique de l'agriculture, qui représente la source principale rapportée de revenu, diminuent la capacité des ménages de couvrir leurs besoins essentiels. Par conséquent, au moins certains ménages pourraient utiliser la stratégie d'adaptation de faire travailler les enfants pour supplémer leurs revenus.

% de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF¹² :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **51%** des cas.

Principales sources de revenu des ménages :

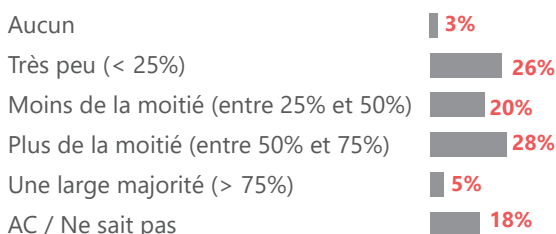
(selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Agriculture / maraîchage	95%	4%	1%
Pêche / chasse / cueillette	1%	72%	9%
Petit commerce	0%	0%	34%
Aucune / Pas de source de revenu	0%	1%	16%
Aucun consensus	1%	8%	9%

Parmi les **88%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **88%** de cas.

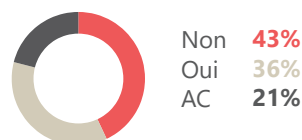
Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population :

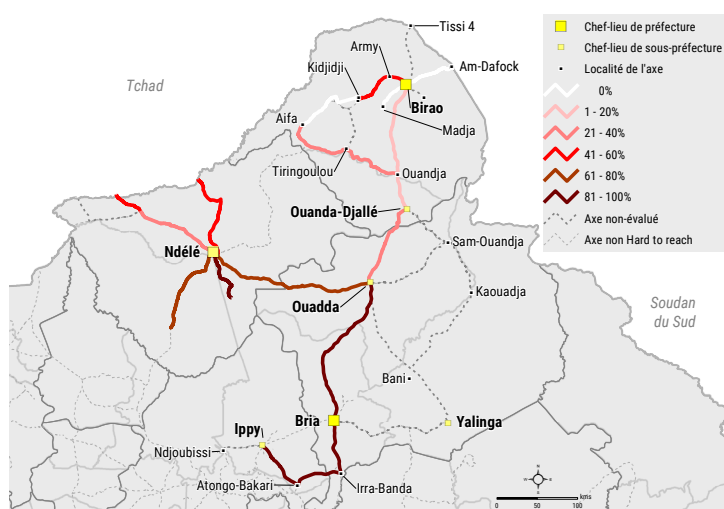
(selon les IC ; en % de localités évaluées)



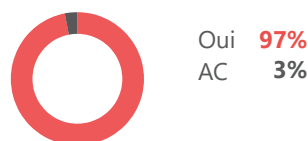
NUTRITION

Les résultats suggèrent que les enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition, comme rapporté par les informateurs clés dans presque toutes les localités évaluées (97%). L'accès aux services de nutrition fonctionnels, qui pourraient traiter les symptômes de malnutrition, a été rapporté dans la majorité de localités évaluées (55%). Donc, une assistance pour renforcer ces services semblerait être utile pour pallier ces symptômes.

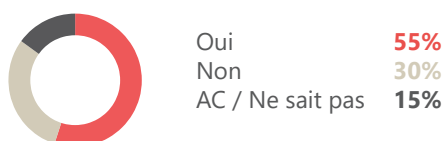
% de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition¹³ : (selon les IC)



Présence rapportée d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition¹³ : (en % de localités évaluées)



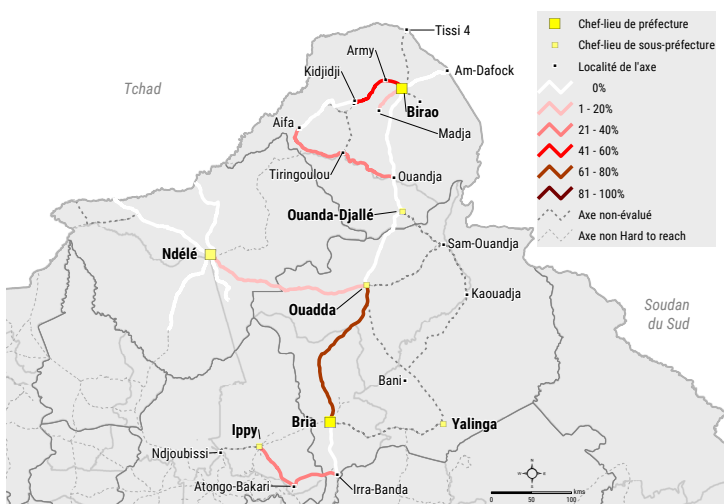
Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



SANTÉ

Les types d'installations sanitaires les plus rapportés dans la zone sont les centres de santé et les postes de santé. Bien que les services de santé semblent être plutôt disponibles dans la plupart des localités évaluées (72%), la qualité des soins, ne paraît pas toujours être bonne. Par exemple, le problème le plus rapporté par rapport aux services de santé était l'indisponibilité des médicaments. Le fait que l'absence de soins a été le risque principal le plus rapporté pour les femmes suggère que les femmes pourraient avoir des problèmes spécifiques en termes d'accès aux services de santé. En outre, le paludisme et la fièvre étaient les maladies les plus rapportées dans la zone. Donc, la population pourrait bénéficier des interventions visant à adresser ces maladies, les soins des femmes et le manque de médicaments.

% de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure pour la majorité de la population : (selon les IC)



Pour **48%** de localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « **centre de santé** » et dans **25%** des cas un « **poste de santé** ».

Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun : (en % de localités évaluées)



Principaux problèmes de santé rapportés : (en % de localités évaluées)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	30%	50%
Diarrhée	25%	10%
Infection respiratoire / toux	13%	7%
Malnutrition	6%	Réponse non-proposée
Aucun consensus	25%	22%

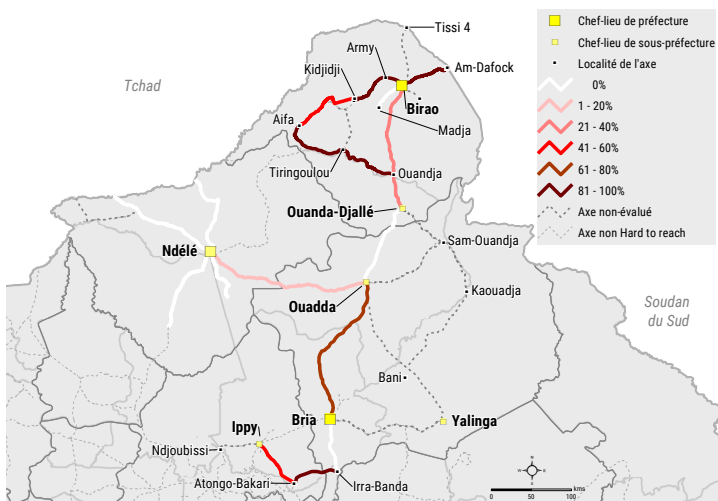
Principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées ; les 4 réponses les plus fréquentes)

Médicaments indisponibles	37%
Manque de moyens de transport	16%
Qualité insuffisante des soins fournis	9%
AC	22%



D'après les informateurs clés, la population déplacée vive dans les abris inadéquats, notamment les abris d'urgence en bâche ou en paille, dans 26% de localités évaluées. Ces localités semblent plutôt être concentrées dans les axes autour de Birao, Ouandja, Ouadda et Bria. Par conséquent, les abris semblent être l'un des secteurs les plus urgents où une aide pourrait être fournie pour les déplacés, surtout dans les localités déjà mentionnées.

% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés)¹¹ vivrait dans des abris inadéquats bâtiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris : (selon les IC)



Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :

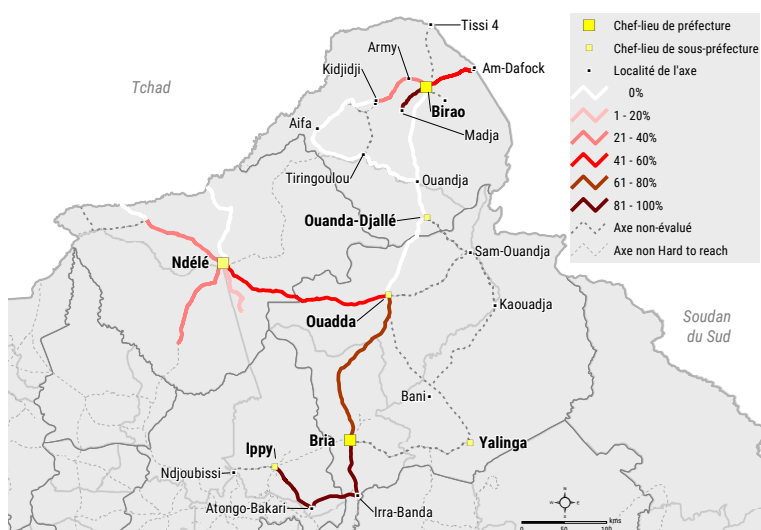
(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 4 réponses les plus fréquentes)

	Population locale	Population déplacée ¹¹
Habitat à long terme en paille	83%	63%
Abri d'urgence en paille	7%	18%
Abri d'urgence en bâche	2%	8%
Aucun consensus	6%	18%

EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)

L'accès aux sources d'eau potable semble être limité sur certaines axes notamment autour de Birao, Bria, Ouadda et Ippy. D'ailleurs, la mauvaise qualité d'eau a été rapportée comme difficulté principale en termes d'accès aux sources de l'eau dans 42% de localités évaluées. Cela pourrait contribuer aux maladies hydriques, comme le choléra et le typhoïde. L'eau sale pourrait aussi contribuer au paludisme et à la dengue en fournissant une espace pour les moustiques de se reproduire, augmentant potentiellement la pression sur un système de santé limité. La deuxième difficulté principale rapportée pour accéder l'eau était l'insuffisance de sources d'eau. Selon ces résultats, une aide ciblant la construction des points d'eau potable, surtout autour de Birao, Bria, Ouadda et Ippy, pourrait bénéficier la population et éviter les maladies hydriques.

% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée¹⁴ : (selon les IC)



Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

Mauvaise qualité de l'eau	42%
Sources insuffisantes et / ou attente trop longue	39%
AC	14%

Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population : (en % de localités évaluées)

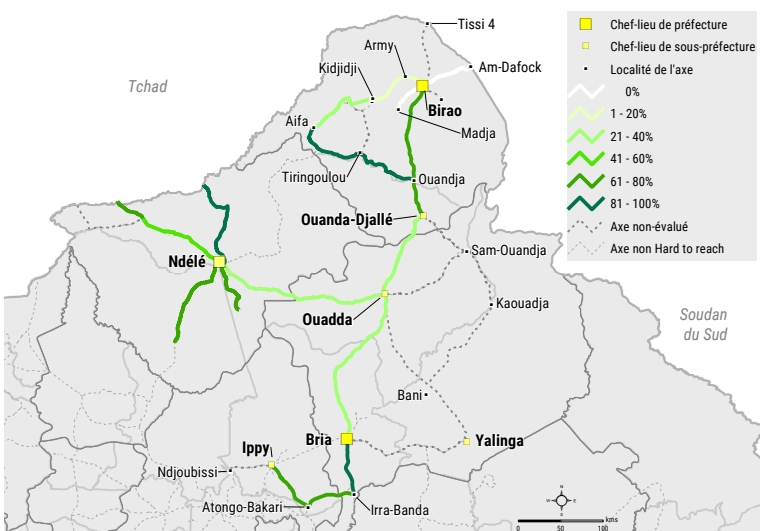




ÉDUCATION

Dans 78% de localités évaluées, il a été rapporté que plus de la moitié des garçons fréquentent l'école pendant que plus de la moitié des filles fréquentent l'école dans 51% de localités évaluées. Néanmoins, les résultats indiquent que les garçons et les filles se confrontent aux barrières similaires pour accéder à une éducation. Pour les deux, les barrières les plus rapportées sont le manque de mobilier scolaire, d'infrastructures et de personnel qualifié, empirant la qualité d'éducation reçue. En outre, les résultats indiquent que les filles pourraient faire face aux risques sécuritaires pour accéder à l'école, suggérant que les interventions en protection pourraient contribuer à augmenter la fréquentation d'école pour les filles.

% de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation fonctionnels : (selon les IC)



Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle¹⁵ par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 77 localités concernées)

	Garçons	Filles
Très peu (< 25%)	0%	1%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	5%	17%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	25%	33%
Une large majorité (> 75%)	53%	18%
Totalité	1%	0%
AC	16%	30%

Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle¹⁵ et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 77 localités concernées ; les 5 réponses les plus fréquentes)

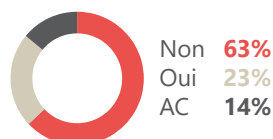
	Garçons	Filles
Manque de mobilier scolaire et d'infrastructures	14%	11%
Manque de personnel et d'enseignants qualifiés	14%	12%
École fermée	12%	9%
Risques sécuritaires pour accéder à l'école	0%	7%
AC	30%	42%



REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

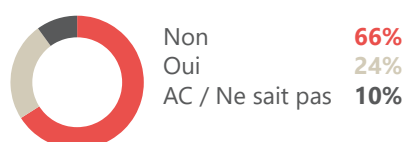
Pour la majorité de 29 localités, qui ont été rapportées de recevoir l'aide dans les 12 derniers mois avant la collecte, l'aide semblerait de ne pas être suffisante en termes de quantité ou de qualité. De plus, d'après les informateurs clés, la plupart des localités évaluées (63%) n'ont pas reçu une aide humanitaire pendant cette période, partiellement à cause des inondations et l'insécurité dans la région.¹⁶ L'accès humanitaire est aussi potentiellement réduit par le manque de couverture radiophonique et téléphonique pour coordonner la livraison de l'assistance.

Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)

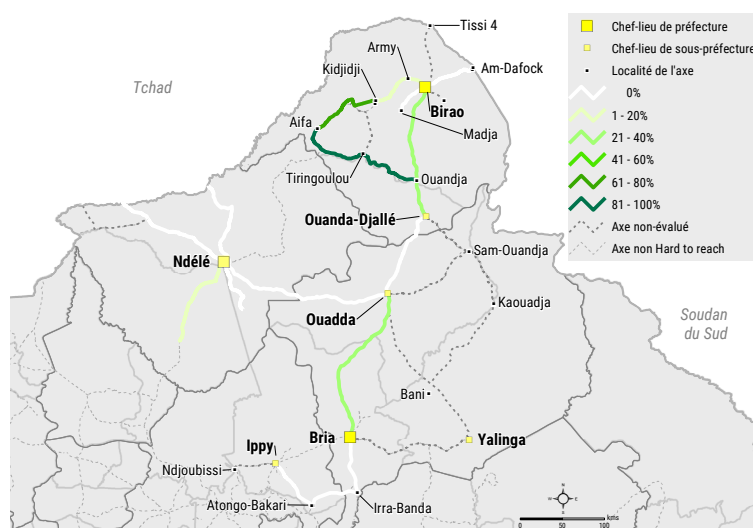


Parmi les 29 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de qualité et de quantité pour 59% de ces localités.

Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH à travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.¹⁷

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyen arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représenté dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.¹⁸ Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.¹⁹ Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Code axe	Nom de l'axe ²⁰	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ? ¹⁹
1_1	Birao - Kidjidi	45	30	67%	Oui
1_2	Army - Tissy 4	12	6	50%	Oui
1_3	Birao - Gnalida (Am-Dafock)	15	13	87%	Oui
1_4	Birao - Belakoutou	5	5	100%	Oui
1_5	Birao - Madja	1	1	100%	Oui
1_6	Birao - Ouanda-Djalle	9	9	100%	Oui
1_7	Kidjidi - Aifa	21	11	52%	Oui
1_8	Aifa - Ouandja	12	10	83%	Oui
1_10	Oulou - Tiringoulou	1	1	100%	Oui
1_13	Ouada - Ouanda-Djalle	7	5	71%	Oui
1_14	Ouada - Ndele	11	8	73%	Oui
1_15	Ouada - Sam-Ouandja	1	0	0%	Non
1_17	Ouada - Bria	20	2	10%	Non
1_18	Sam-Ouandja - Ouanda-Djalle	8	1	13%	Non
1_19	Sam-Ouandja - Kaouadja	5	0	0%	Non
1_20	Bani - Kaouadja	6	0	0%	Non
1_21	Bani - Ouada	3	0	0%	Non
1_22	Bani - Yalinga	6	0	0%	Non
1_25	Yalinga - Bria	57	3	5%	Non
1_26	Bria - Ira-Banda	28	4	14%	Oui
1_27	Ippy - Ndjobissi	28	1	4%	Non
1_28	Ippy - Atongo-Bakari	43	11	26%	Oui
1_29	Atongo-Bakari - Ira-Banda	8	0	0%	Non
1_30	Ndélé - Mballa	6	4	67%	Oui
1_31	Ndélé - Bamingui	17	15	88%	Oui
1_32	Ndélé - Mayan Bok	16	15	94%	Oui
1_33	Mayan Bok - Golongosso	6	4	67%	Oui
1_34	Mayan Bok - Sangha Aouk S.	4	4	100%	Oui
1_35	Ndélé - Ngarba-Bord	21	15	71%	Oui

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

NOTES DE FIN

1. Les seuils de couverture a été prédéfinis de la manière suivante : De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
2. [International Crisis Group, Réduire les tensions électorales en République centrafricaine \(10 décembre 2020\).](#)
3. [OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation, pp. 10-11, 13, 21-22, 28 \(17 janvier 2023\).](#)
4. [Organisation Internationale pour les Migrations \(OIM\), République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 10 \(February 27, 2023\).](#)
5. OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation, p. 22-23 (17 janvier 2023).
6. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 14.
7. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails de la méthodologie et des axes et des macro-zones ciblés par le projet.
8. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 9.
9. Ibid. at 7.
10. Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.
11. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.
12. 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (*Source : InforEuro. Date : janvier 2023*).
13. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics édiciaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.
14. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégé (*Source : Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) de surveillance de l'approvisionnement en EHA (JMP)*).
15. « L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » (*Source : Institut de statistique de l'UNESCO, Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011*).
16. OCHA, République centrafricaine : Rapport de situation, p. 22-23 (17 janvier 2023).
17. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.
18. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".
19. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
20. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.